

négociations d'Uruguay est d'élargir et de garantir les conditions d'accès à d'autres marchés mondiaux, en oeuvrant à la réduction ou à l'élimination des droits de douane et des mesures non tarifaires, notamment en ce qui concerne les produits agricoles, les produits provenant des ressources naturelles et les produits de haute technologie.

Aux termes de l'Accord de libre-échange, le Canada et les États-Unis conserveront leurs propres régimes tarifaires et douaniers. Après avoir réduit ses droits de douane et ses autres barrières non tarifaires avec son principal partenaire commercial, le Canada sera mieux en mesure de focaliser son attention sur ses relations commerciales avec d'autres pays, dans le cadre des NCM.

L'*Uruguay Round* offre au Canada une chance unique de profiter au maximum des avantages découlant de l'ALE pour l'industrie, en réduisant les droits de douane vis-à-vis les pays tiers et en encourageant ainsi l'investissement et la création d'emplois au Canada.

Bon nombre des questions qui ont été au coeur des négociations sur le libre-échange dominant aussi les négociations multilatérales. Dans un cas comme dans l'autre, les partenaires commerciaux sont obligés de faire face aux nouvelles réalités du commerce international : commerce des services, questions de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et questions d'investissement liées au commerce.

Dans les domaines traditionnellement liés aux marchandises - droits de douane, restrictions à l'importation et à l'exportation, normes et règlements techniques, marchés publics et règlement des différends - l'ALE confirme et développe les règles existantes du GATT. Dans le domaine vital du commerce des services, les parties contractantes à l'Accord général pourraient s'inspirer de l'ALE dans le cadre de l'*Uruguay Round*.

Dans certains domaines : subventions agricoles, questions de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, marchés publics et investissements liés au commerce, le Canada et les États-Unis ont reconnu lors des négociations qu'il s'agissait de problèmes globaux appelant des solutions globales. C'est pourquoi les deux pays se sont engagés aux